



## CHAPITRE 80

### Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec

[Sanctionnée le 6 juillet 1973]

Préambule.

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la Ville de Québec et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, le chapitre 95 des lois de 1929 et les lois qui la modifient, soit de nouveau modifiée;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1929, c. 95, s. 15, rempl.

**1.** L'article 15 de la Charte de la Ville de Québec (1929, chapitre 95), remplacé par l'article 3 du chapitre 85 des lois de 1966/1967 et modifié par l'article 4 du chapitre 68 des lois de 1970, est de nouveau remplacé par le suivant:

Rémunération non invalidée.

« **15.** L'article 64 de la Loi des cités et villes n'invalide pas le versement de la rémunération que reçoivent de la ville, depuis le 18 décembre 1968, les conseillers à titre de membres du comité exécutif et de président du conseil.

Rémunération additionnelle.

À compter du 1<sup>er</sup> décembre 1973, les conseillers membres du comité exécutif de la ville ont droit de recevoir, à ce titre, la rémunération annuelle additionnelle de \$10,500 et le président du conseil, à ce titre, la rémunération annuelle additionnelle de \$1,500.

Allocation du maire suppléant.

Pendant que le maire suppléant fait partie du comité exécutif, il touche, en

## CHAPTER 80

### An Act to amend the Charter of the City of Québec

[Assented to 6th July 1973]

Preamble.

WHEREAS it is in the interest of the City of Québec and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, chapter 95 of the statutes of 1929 and the acts amending it, be again amended;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1929, c. 95, s. 15, replaced.

**1.** Section 15 of the Charter of the City of Québec (1929, chapter 95), replaced by section 3 of chapter 85 of the statutes of 1966/1967 and amended by section 4 of chapter 68 of the statutes of 1970, is again replaced by the following:

“**15.** Section 64 of the Cities and Towns Act does not invalidate the payment of remuneration received from the city since December 18 1968 by the members of the council as members of the executive committee and chairman of the council.

Remuneration not invalidated.

From December 1 1973, members of the council who are members of the executive committee of the city are entitled to receive in the latter capacity an additional annual remuneration of \$10,500, and the chairman of the executive committee is entitled to receive in such capacity an additional annual remuneration of \$1,500.

Additional remuneration.

The deputy mayor during his membership on the executive committee receives

Allowance of deputy mayor.

outre de son indemnité comme conseiller, l'allocation que reçoivent, pour cette période, les membres du comité exécutif. »

in addition to his salary as a member of the council the same allowance as the members of the executive committee receive for the same period."

1929, c. 95, a. 40b, mod.  
2. Ladite charte est modifiée en insérant, après l'article 40a, le suivant :

2. The said charter is amended by inserting, after section 40a, the following: 1929, c. 95, s. 40b, added.

Confection de la liste des électeurs.  
« 40b. Pour les fins de la confection de la liste des électeurs, le greffier peut utiliser la liste électorale transmise à la ville conformément à l'article 75b de la Loi électorale (Statuts refondus, 1964, chapitre 7 et ses modifications) en regroupant, si nécessaire, les noms des électeurs inscrits sur cette liste électorale pour répondre aux exigences de la délimitation des arrondissements et des districts électoraux municipaux.

"40b. For the purpose of making the list of electors, the clerk may use the electoral list sent to the city in accordance with section 75b of the Election Act (Revised Statutes, 1964, chapter 7 and its amendments) by regrouping, if necessary, the names entered on such electoral list to meet the requirements for delimiting polling and municipal electoral districts.

Electoral list under Election Act.

Affichage. La liste des électeurs de chaque arrondissement doit être affichée dans un endroit public central et facile d'accès de l'arrondissement, le mardi de la septième semaine précédant celle du scrutin.

The list of electors of each polling district must be posted in a public place centrally located and easy of access in the polling district, on Tuesday of the seventh week before that of the polling.

Date of posting.

Inscription de personnes non inscrites. Toutefois, toute personne dont le nom n'est pas inscrit sur cette liste des électeurs peut le faire inscrire durant la période prévue au premier alinéa de l'article 40, en s'adressant aux bureaux du greffier ou du directeur de district et en établissant sa qualité d'électeur.

However, every person whose name is not entered on such list of electors may be entered during the period provided in the first paragraph of section 40, by applying to the clerk's office or the office of the district director and establishing that he is qualified as an elector.

Application to enter name not entered.

Publication d'avis public. Durant les septième et huitième semaines précédant celle du scrutin, le greffier doit faire publier dans un journal français et dans un journal anglais circulant dans la ville, un avis public pour informer les électeurs des présentes dispositions. »

During the seventh and eighth weeks before that of the poll, the clerk shall cause a public notice to be published in a French newspaper and in an English newspaper circulating in the city in order to inform electors of these provisions."

Publication of public notice.

1929, c. 95, a. 159a, mod.  
3. L'article 159a de ladite charte, édicté par l'article 49 du chapitre 81 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), est modifiée en insérant, après le paragraphe h, le suivant :

3. Section 159a of the said charter, enacted by section 49 of chapter 81 of the statutes of 1965 (1st session), is amended by inserting after subparagraph h, the following subparagraph:

1929, c. 95, s. 159a, am.

« i) conclure des ententes avec toute personne, société ou corporation pour confier l'administration et l'exploitation en son nom, de ses parcs ou terrains de stationnement ainsi que du mail Saint-Roch. »

"(i) make agreements with any person, partnership or corporation entrusting it with the managing and operating of parks or areas intended for parking as well as mall Saint-Roch, in the name of the council."

Id., a. 162a, mod.  
4. L'article 162a de ladite charte, édicté par l'article 13 du chapitre 102 des lois de 1939 et remplacé par l'article 6 du cha-

4. Section 162a of the said charter, enacted by section 13 of chapter 102 of the statutes of 1939 and replaced by sec-

Id., s. 162a, am.

pitre 85 des lois de 1966/1967, est modifié en ajoutant à la fin l'alinéa suivant:

Participation de l'Office d'habitation.

« La ville peut aussi s'entendre avec l'Office municipal d'habitation de Québec pour que les employés de cette corporation participent au régime, l'Office et les employés concernés acquittant seuls les contributions afférentes à cette participation. »

1929, c. 95, a. 162b, rempl.

**5.** L'article 162b de ladite charte, édicté par l'article 8 du chapitre 72 des lois de 1941 et remplacé par l'article 18 du chapitre 75 des lois de 1972, est de nouveau remplacé par le suivant:

Approbation requise.

« **162b.** Un règlement adopté en vertu de l'article 162a n'a d'effet que s'il est approuvé par la Commission municipale du Québec; il est en outre soumis à la Loi des régimes supplémentaires de rentes; de plus, le déficit actuariel initial existant le 30 avril 1973 doit être comblé avant le 30 avril 1990 et la ville doit, à cette fin, inclure dans son budget annuel le versement d'une contribution spéciale au montant qu'elle détermine. Jusqu'à cette date, les contributions de la ville doivent être au moins égales à la somme des contributions payées par les employés. »

1929, c. 95, a. 162f, rempl.

**6.** L'article 162f de ladite charte, édicté par l'article 51 du chapitre 81 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), est remplacé par le suivant:

Années de service auprès d'anciens employeurs comptées pour pension.

« **162f.** La ville peut conclure avec le gouvernement du Canada, le gouvernement d'une province, une corporation ou une institution ayant un régime de retraite, des ententes visant à faire compter pour fins de pension, en tout ou en partie, les années de service que tout nouvel employé de la ville a accumulées auprès de son ancien employeur, et à prévoir les paiements à effectuer par la caisse de retraite de la ville pour son employé passant au service de tels gouvernements, corporation ou institution. »

Employés inclus.

Ces ententes peuvent inclure les employés déjà passés au service de la ville ou à celui de tels gouvernements, corporation ou institution. »

tion 6 of chapter 85 of the statutes of 1966/1967, is amended by adding at the end, the following paragraph:

«The city may also make an agreement with the Municipal Housing Bureau of Québec respecting the participation of the employees of such corporation in the pension plan, and the Bureau and the employees concerned shall alone be charged for the contributions respecting such participation.»

Pension agreement with Housing Bureau.

**5.** Section 162b of the said charter, enacted by section 8 of chapter 72 of the statutes of 1941 and replaced by section 18 of chapter 75 of the statutes of 1972, is again replaced by the following:

1929, c. 95, s. 162b, replaced.

«**162b.** No by-law adopted under section 162a shall have effect unless it is approved by the Québec Municipal Commission; it shall also be subject to the Supplemental Pension Plans Act; also, the original actuarial deficit existing on April 30 1973 must be made up before April 30 1990 and the city must include in its annual budget the payment of a special contribution of the amount it determines. Until that date, contributions by the city must be at least equal to the amount of the contributions paid by employees.»

Approval required.

**6.** Section 162f of the said charter, enacted by section 51 of chapter 81 of the statutes of 1965 (1st session), is replaced by the following:

1929, c. 95, s. 162f, replaced.

«**162f.** The city may make with the government of Canada or of a province, a corporation or an institution having a retirement pension plan, any agreement allowing the years of service that every new employee of the city has accumulated while at the employ of a former employer to be counted in whole or in part for the purposes of a pension plan and providing for the payments to be effected by the retirement fund of the city on behalf of its employee who is to be employed by such governments, corporation or institution. »

Years of service with former employer counted for pension.

Such agreements may include the employees already employed by the city or by such governments, corporation or institution.»

Employees included.

1929, c. 95, aa.  
185c, 186, aj.

**7.** Ladite charte est modifiée en insérant, après l'article 185b, les suivants:

1929, c. 95, ss.  
185c, 186, added.

**7.** The said charter is amended by inserting, after section 185b, the following sections:

Fonds spécial d'opération pour élimination des voies ferrées.

« **185c.** En vue de l'élimination des voies ferrées dans la ville, le comité exécutif peut, pour toutes fins, poser tous les actes nécessaires pour acquérir, par expropriation ou de gré à gré, des immeubles, y compris ceux des compagnies de chemin de fer, les administrer, exploiter, louer et les aliéner par soumissions publiques ou autrement. Le comité exécutif peut, pour réaliser les fins ci-dessus, créer un fonds spécial d'opération constitué de subventions ou du produit d'emprunts contractés à cette fin par règlement.

Special operating fund for eliminating railways.

« **185c.** For the purpose of eliminating the railways in the city, the executive committee may, for all purposes, take every action necessary to acquire by expropriation or by agreement any immovable, including immovables belonging to the railway companies, and administer, operate, rent or dispose of them by public tenders or otherwise. The executive committee may, in order to fulfil the above-mentioned purposes, create a special operating fund constituted of subsidies or loans contracted for that purpose by by-law.

Règlement pour aménagement de territoire.

La ville peut, par règlement, adopter un ou des projets d'aménagement du territoire ayant une superficie d'environ 0.75 mille carré, borné à l'est par le boulevard des Capucins, la rue Lacroix et la rue Henderson, à l'ouest par la rue Verdun et la ligne ouest de l'emprise de la ligne de l'aqueduc (limite de la ville), au sud par une ligne située à cent pieds au sud des voies ferrées du chemin de fer du Canadien Pacifique, au nord par le boulevard Hamel jusqu'à la rue Bourdages et de là par une ligne située à quatre cents pieds au nord des murs de la rivière jusqu'au boulevard des Capucins. Le comité exécutif exerce alors les mêmes pouvoirs que ceux mentionnés au premier alinéa.

By-law for development plan of certain territory.

The city may, by by-law, adopt one or more development plans for the territory measuring about 0.75 square mile in area, limited to the east by boulevard des Capucins, Lacroix street and Henderson street, to the west by Verdun street and the west line of the aqueduct right of way (city limit), to the south by a line situated one hundred feet south of the Canadian Pacific railway, to the north by boulevard Hamel to Bourdages street and thence by a line situated four hundred feet north of the walls of the river to boulevard des Capucins. The executive committee shall then exercise the same powers as those mentioned in the first paragraph.

Formation de comités.

« **186.** Le conseil peut, en tout temps, de sa propre initiative ou à la demande du comité exécutif, nommer des comités composés des personnes qu'il désigne et modifier, par la suite, la composition de ces comités selon qu'il le juge à propos.

Appointment of committees.

« **186.** The council may, at any time, of its own initiative or on the request of the executive committee, appoint committees composed of persons it designates and, thereafter, change the composition of such committees if considered necessary.

Devoirs.

Ces comités sont chargés de l'étude de tous faits, matières et questions que le conseil ou le comité exécutif juge à propos de leur soumettre; ces comités doivent faire rapport au conseil dans le délai prescrit. »

Duties.

Such committees shall be charged with the study of all facts, matters and questions that the council or executive committee decides to submit to them; such committees must make their reports to the council within the prescribed delays.

1929, c. 95, s. 336, mod.

**8.** L'article 336 de ladite charte est modifié:

1929, c. 95, s. 336, am.

**8.** Section 336 of the said charter is amended:

(a) en remplaçant le paragraphe 12<sup>a</sup>, édicté par l'article 17 du chapitre 51 des lois de 1948, par le suivant:

(a) by replacing paragraph 12a, enacted by section 17 of chapter 51 of the statutes of 1948, by the following:



Panneaux-  
réclames  
et ensei-  
gnes.

« 12<sup>a</sup>. Pour réglementer la construction, l'installation, le maintien, la modification et l'entretien de tous panneaux-réclame et enseignes déjà érigés ou qui le seront à l'avenir et exiger, pour leur maintien ou leur installation, suivant le cas, un permis dont il détermine le coût; empêcher toute construction, installation, maintien, modification et réparation qui ne sont pas conformes, les faire cesser et pourvoir même à la démolition ou à l'enlèvement du panneau-réclame ou de l'enseigne; »;

b) en remplaçant le paragraphe 42<sup>o</sup>, remplacé par l'article 7 du chapitre 66 des lois de 1963 (1<sup>re</sup> session), par le suivant:

Matériaux  
à em-  
ployer,  
etc.

« 42<sup>o</sup>. Pour réglementer les matériaux à employer dans la construction et la façon de les assembler; interdire tout ouvrage n'ayant pas la résistance exigée et en prévoir la démolition; prescrire les conditions de salubrité et la profondeur des caves et sous-sols et l'usage qui peut en être fait; classer, pour fins de réglementation, les habitations, établissements commerciaux, établissements industriels et autres immeubles, y compris les édifices publics; régler les endroits où peut être située chaque catégorie de constructions susdites, diviser la municipalité en zones dont le conseil juge le nombre, la forme et la superficie convenables pour les fins de cette réglementation et, quant à chacune de ces zones, prescrire l'architecture, la hauteur et les autres dimensions, la symétrie, l'alignement, la destination des constructions qui peuvent y être érigées, l'usage de tout immeuble qui s'y trouve, la superficie et les dimensions des lots, la proportion de ceux-ci qui peut être occupée par les constructions, l'espace qui doit être laissé libre entre les constructions et les lignes des lots, l'espace qui, sur ces lots, doit être réservé et aménagé pour le stationnement ou pour le chargement ou le déchargement des véhicules et la manière d'aménager cet espace; obliger le propriétaire à soumettre au préalable les plans de construction, de reconstruction, de transformation ou d'addition de bâtiments, les projets d'aménagement, de réaménagement, d'excavation ou de nivellement de terrain, de changement de destination ou d'usage d'un immeuble ou de déplacement d'un bâtiment, à un officier désigné à cette fin, et à obtenir de celui-ci un permis de construction ou un

« 12a. To regulate the construction, erection, retention, alteration and maintenance of all signboards and signs already erected or to be erected in future and require for their retention or erection, as the case may be, a permit for which it determines the cost; prevent any construction, erection, retention, alteration and repair not in conformity, have it ceased and even provide for the demolition or removal of the signboard or sign; »;

(b) by replacing paragraph 42, replaced by section 7 of chapter 66 of the statutes of 1963 (1st session), by the following:

« 42. To regulate the materials to be used in building and the manner of assembling the same; to prohibit any work not of the prescribed strength and provide for the demolition thereof; to prescribe salubrious conditions and the depth of cellars and basements and the use to be made thereof; to classify, for purposes of regulation, dwellings, commercial establishments, industrial establishments and all other immovables, including public buildings; to regulate the places where each category of the aforesaid structures may be situated; to divide the municipality into zones of such number, shape and area as the council deems suitable for the purpose of such regulation and, with respect to each of such zones, to prescribe the architecture, dimensions, symmetry, alignment and destination of the structures which may be erected therein, the use of any immovable located therein, the area and dimensions of lots, the proportion thereof which may be occupied by structures, the space which must be left clear between structures and the lines of lots, the space which, on such lots, must be reserved and arranged for the parking, loading or unloading of vehicles and the manner of arranging such space; to compel proprietors to submit previously the plans for the construction, reconstruction or alteration of or additions to buildings and projects for land development, redevelopment, excavation or levelling, changes of the destination or use of an immovable or for the moving of a building, to an officer designated for such purpose and to obtain from the latter a building permit or certificate of approval; to prevent or

certificat d'approbation; empêcher ou suspendre l'érection ou la démolition de construction ou l'exécution de travaux ou l'usage de bâtiments non conformes aux règlements et ordonner, au besoin, la démolition de toute construction érigée en contravention à ces règlements.

Permis de démolition.

Dans le cas de démolition, le permis peut être refusé tant et aussi longtemps que n'auront pas été fournis les plans de réutilisation du sol accompagnés d'une garantie d'exécution desdits plans n'excédant pas la valeur des immeubles inscrits au rôle; »;

c) en remplaçant le paragraphe 43°, remplacé par l'article 12 du chapitre 50 des lois de 1943, par le suivant:

Règlements de construction.

« 43°. Pour réglementer le genre de constructions qui peuvent être érigées sur certaines rues, parties ou sections de certaines rues ou sur tout terrain ayant front sur une place ou un parc public; pour déterminer à quelle distance de la ligne des rues, des places et des parcs publics les maisons seront construites, pourvu que cette distance ne puisse être fixée à plus de vingt-cinq pieds de ladite ligne; pour prohiber la construction, l'occupation et le maintien de manufactures, usines, buvettes, salles de danse, salles de billards, salles de quilles, écuries, écuries de louage, étables, étaux de boucher, épicerie ou autres magasins dans certaines rues ou parties de rues ou sur des terrains ayant front sur une place ou sur un parc public, sauf indemnité, s'il y a lieu, aux propriétaires, locataires ou occupants de bâtiments actuellement construits ou en voie de construction ou qui ont eu des permis de construction, laquelle indemnité devra être fixée par trois arbitres, dont un sera nommé par la ville, un par le propriétaire, locataire ou occupant intéressé, et le troisième par les deux premiers, et à défaut d'entente, par un juge de la Cour supérieure; »;

d) en insérant, après le paragraphe 43a°, le suivant:

Conditions d'occupation de bâtiments.

« 44°. Pour déterminer les conditions d'occupation et d'entretien des bâtiments servant en tout ou en partie à des fins résidentielles; pour exiger, dans les cas de vétusté et de délabrement, des travaux de réfection, de réparation et d'entretien; pour instituer la procédure en vertu de

suspend the erection or demolition of structures or the carrying out of works or the use of buildings not in conformity with the by-laws and to order the demolition, if necessary, of any structure erected in contravention of such by-laws.

In the case of demolition, the permit may be refused for as long as the plans for reutilization of the land have not been furnished together with a guarantee of execution of the said plans not exceeding the value of the immovables entered on the roll; »;

Demolition permit.

(c) by replacing paragraph 43, replaced by section 12 of chapter 50 of the statutes of 1943, by the following:

“43. To regulate the kind of buildings that may be erected on certain streets, parts or sections of streets, or on any land fronting on any public place or park; to determine at what distance from the line of the streets, public places or parks the houses shall be built, provided that such distance shall not be fixed at more than twenty-five feet from the said line; to prohibit the construction, occupation and maintenance of factories, workshops, taverns, dance-halls, billiard-rooms, bowling-alleys, stables, livery-stables, cattle-sheds, butcher's stalls, grocery stores or other shops in certain streets or parts of streets, or on any land fronting on any public place or park, saving the indemnity, if any, payable to the proprietors, tenants or occupants of the buildings now built or being built or who have building permits, which indemnity shall be determined by three arbitrators, one to be appointed by the city, one by the proprietor, tenant or occupant interested, and the third by the two former and, in default of agreement, by a judge of the Superior Court;”;

Building by-laws.

(d) by inserting after paragraph 43a the following:

“44. To determine the conditions of occupancy and maintenance of buildings used in whole or in part for residential purposes, to require, whenever such buildings are decrepit or delapidated, the carrying out of restoration, repair and maintenance works; to establish the proce-

Conditions of occupancy of buildings.

laquelle la personne dont l'immeuble n'est pas conforme aux règlements est avisée des travaux à exécuter; pour fixer dans quel délai cette personne peut en appeler à un comité d'arbitrage; pour former ce comité; pour permettre au comité exécutif de payer des honoraires aux membres; pour donner à ce comité juridiction pour confirmer, modifier ou infirmer la décision du directeur du service qui a signifié un avis de défaut de se conformer aux règlements; pour décréter que ces travaux sont à la charge de la personne nommée dans l'avis; dans le cas où le propriétaire de l'immeuble refuse d'exécuter les travaux, pour décréter que la ville peut les exécuter et en recouvrer le coût qui constitue contre la propriété une charge au même rang que la taxe foncière et recouvrable de la même manière; »;

e) en remplaçant le paragraphe 65° par le suivant:

« 65° Pour réglementer la plantation, la culture et la conservation des arbres d'ornement dans les rues, squares et parcs de la ville; pour défendre à toute personne, compagnie ou corporation d'abattre ou d'émonder les arbres ou arbustes dans les rues, boulevards, parcs, squares ou places publiques de la ville, sans en avoir au préalable fait par écrit une demande à la ville; pour permettre à la ville d'accorder ou de refuser telle demande et, dans le cas où la demande serait accordée, pour décréter que ce travail sera fait aux frais des requérants, sous la surveillance et à la satisfaction des officiers que la ville désignera; pour contrôler l'abattage des arbres sur toute l'étendue du territoire de la ville; pour obliger tout propriétaire à garnir de gazon, d'arbres et d'arbustes la partie de son terrain située entre son bâtiment et l'assiette de rue, le tout sous la direction d'un officier de la ville désigné à cette fin et pour autoriser ledit officier à faire faire ces ouvrages et à en exiger le coût du propriétaire, si celui-ci néglige ou refuse de se conformer à son ordre; et pour poursuivre ceux qui endommagent les arbres ou arbustes d'ornement dans les rues, places et parcs publics de la ville; »;

f) en remplaçant le paragraphe 96°a, édicté par l'article 38 du chapitre 86 des lois de 1969, par le suivant:

dure by which the person whose immovable does not conform to the by-laws is notified of the works to be carried out; to determine the delay within which such person may lodge an appeal before an arbitration committee; to form such committee; to authorize the executive committee to pay fees to the members; to give such committee authority to confirm, amend or annul the decision of the director of the department which served notice of a failure to conform to the by-laws; to provide that such works be the responsibility of the person designated in the notice; in cases where the owner of the immovable refuses to carry out the works, to provide that the city may carry them out and recover the cost therefor which shall constitute against the property a charge of the same rank as the real estate tax and recoverable in the same manner;";

(e) by replacing paragraph 65 by the following:

"65. To regulate the planting, rearing and preserving of ornamental trees in the streets, squares and parks of the city; to forbid all persons, companies or corporations to cut or trim trees or shrubs in the streets, boulevards, parks, squares or public places in the city, without making previously a written application to the city, to permit the city to grant or refuse such application and, in the event of its being granted, to stipulate that the work shall be done at the cost of the applicant, under the supervision and to the satisfaction of the officers to be designated by the city; to control the felling of trees on the entire area of the territory of the city; to compel any proprietor to plant grass, trees and shrubbery on the part of his property located between his building and the road-bed, the whole under the direction of the city officer designated for such purpose and to authorize the said officer to cause such works to be done, and to exact the cost thereof from such proprietor, in case the latter shall neglect or refuse to comply with the city officer's order; to prosecute those who damage the ornamental trees or shrubbery in the streets, parks and public places of the city;";

(f) by replacing paragraph 96a, enacted by section 38 of chapter 86 of the statutes of 1969, by the following:

Plantation des arbres, etc.

Planting of trees, etc.



Permis  
d'occupa-  
tion, etc.

« 96a°. Pour réglementer l'émission des permis d'occupation, de changement d'occupation, de changement de destination de tout immeuble et établir un tarif d'honoraires exigibles pour l'émission de ces permis ainsi que pour les permis ou certificats d'approbation mentionnés au paragraphe 42°; cependant, dans le cas de logement d'habitation, ces honoraires ne doivent pas excéder dix dollars par logement; ».

“96a. To regulate the issuing of permits for occupancy, change of occupancy, or change of destination of any immovable and establish a tariff of fees payable for the issue of such permits and for the permits or certificates of approval mentioned in paragraph 42; however, in the case of a dwelling place, such fees shall not exceed ten dollars per dwelling unit;”.

Permits  
for occu-  
pancy,  
etc.

1929, c.  
95, a. 413,  
rempl.

**9.** L'article 413 de ladite charte, remplacé par l'article 25 du chapitre 85 des lois de 1966/1967, est de nouveau remplacé par le suivant:

**9.** Section 413 of the said charter, replaced by section 25 of chapter 85 of the statutes of 1966/1967, is again replaced by the following:

1929, c.  
95, s. 413,  
replaced.

Largeur  
des rues.

« **413.** La ville peut, sur recommandation du service d'urbanisme et du comité exécutif, ouvrir, prolonger ou élargir des rues de moins de soixante-six pieds de largeur. »

“**413.** The city may, upon the recommendation of the City Planning Department and of the executive committee, open, extend or enlarge streets of less than sixty-six feet in width.”

Width of  
streets.

1929, c.  
95, a.  
453a, aj.

**10.** Ladite charte est modifiée en insérant, après l'article 453, le suivant:

**10.** The said charter is amended by inserting after section 453, the following:

1929, c.  
95, s.  
453a,  
added.

Acquisi-  
tion d'im-  
meubles  
pour fins  
de réserve.

« **453a.** Nonobstant toute loi à ce contraire, la ville est autorisée à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tout immeuble dont l'acquisition est jugée appropriée pour fins de réserve foncière ou d'habitation et pour les travaux connexes à ces fins, ainsi que tout immeuble dont l'occupation est jugée désuète ou nocive.

“**453a.** Notwithstanding any act inconsistent herewith, the city may acquire by agreement or expropriation any immovable whose acquisition is considered appropriate for the purposes of real estate reserves or housing and for the works related to such purposes, and any immovable considered obsolete or harmful for occupancy.

Acquisi-  
tion of  
immove-  
able for  
real estate  
reserves.

Déten-  
tion, etc.,  
des im-  
meubles  
acquis.

La ville est autorisée à détenir, louer et administrer les immeubles acquis en vertu du premier alinéa. Elle peut aussi aménager ces immeubles et y installer les services publics nécessaires. Elle peut également les aliéner aux conditions qu'elle détermine avec l'approbation de la Commission municipale du Québec pourvu que le prix d'aliénation soit suffisant pour couvrir toutes les dépenses relatives à l'immeuble concerné.

The city is authorized to hold, lease and manage the immovables acquired under the first paragraph. It may also equip such immovables and install the necessary public services there. It may also alienate them, on conditions determined by it, with the approval of the Québec Municipal Commission, provided that the alienation price is sufficient to cover all the expenses related to the immovable concerned.

Author-  
ization  
to hold,  
lease, etc.

Excep-  
tion.

Le présent article ne s'applique pas à l'acquisition d'immeubles pour fins industrielles. »

This section does not apply to acquisitions for industrial purposes.”

Excep-  
tion.

1929, c.  
95, a. 548,  
mod.

**11.** L'article 548 de ladite charte, remplacé par l'article 75 du chapitre 81 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

**11.** Section 548 of the said charter, replaced by section 75 of chapter 81 of the statutes of 1965 (1st session), is amended by replacing the second paragraph by the following:

1929, c.  
95, s. 548,  
am.



Délivran-  
ce de  
permis.

« Nonobstant toutes dispositions contraires dans la présente loi, ce permis est délivré et signé par la personne désignée à cette fin par règlement sous réserve des pouvoirs du comité exécutif suivant le paragraphe 23 de l'article 185. »

"Notwithstanding any contrary provision of this act, such permit must be issued and signed by the person designated for such purpose by by-law subject to the powers of the executive committee under paragraph 23 of section 185."

Issue of  
permit.

1929, c.  
95, a.  
548e, aj.

**12.** Ladite charte est modifiée en insérant, après l'article 548d, le suivant :

**12.** The said charter is amended by inserting, after section 548d, the following :

1929, c.  
95, s.  
548e,  
added.

Condi-  
tions d'oc-  
troi de  
permis de  
construc-  
tion.

« **548e.** Aucun permis de construction n'est accordé à moins que le terrain sur lequel doit être érigée une construction avec ses dépendances ne forme un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil.

« **548e.** No building permit shall be granted unless the land on which a proposed structure with its dependencies is to be built forms a distinct lot on the official cadastral plan or on a subdivision plan made and deposited in accordance with article 2175 of the Civil Code.

Condi-  
tions for  
granting  
building  
permit.

Disposi-  
tions non  
applica-  
bles.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions pour fins agricoles sur des terres en culture. »

The provisions of this section shall not apply to structures for agricultural purposes on lands under cultivation."

Provisions  
not to  
apply.

1929, c.  
95, a.  
557a, aj.

**13.** Ladite charte est modifiée en insérant, après l'article 557, le suivant :

**13.** The said charter is amended by inserting, after section 557, the following :

1929, c.  
95, s.  
557a,  
added.

Destruc-  
tion de  
dossiers.

« **557a.** Le comité exécutif peut autoriser la destruction des dossiers terminés depuis plus de trois ans relatifs aux infractions aux lois du Québec ou aux règlements municipaux. »

« **557a.** The executive committee may authorize the destruction of files closed for more than three years relating to contraventions of the statutes of Québec or the municipal by-laws."

Destruc-  
tion of  
files.

1929, c.  
95, a. 601,  
mod.

**14.** L'article 601 de ladite charte est modifié en ajoutant l'alinéa suivant :

**14.** Section 601 of the said charter is amended by adding the following paragraph :

1929, c.  
95, s. 601,  
am.

Apposi-  
tion de  
signature.

« À toutes les fois que la signature du greffier est requise, son nom peut être apposé par tout mode approuvé par règlement du conseil. »

"Every time the signature of the clerk is required, his name may be affixed by any method approved by by-law of the council."

Affixing  
clerk's  
name.

1929, c.  
95, a. 656,  
remp.

**15.** L'article 656 de ladite charte, remplacé par l'article 84 du chapitre 81 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), est de nouveau remplacé par le suivant :

**15.** Section 656 of the said charter, replaced by section 84 of chapter 81 of the statutes of 1965 (1st session), is again replaced by the following :

1929, c.  
95, s. 656,  
replaced.

Exécu-  
tion de  
mandat  
d'emprison-  
nement.

« **656.** Tout mandat d'emprisonnement émis par la Cour municipale, après condamnation, peut être exécuté dans tout district judiciaire de la province par le shérif, par un huissier du district dans lequel se trouve la personne qui doit être arrêtée, ou par un constable ou agent de la paix. »

« **656.** Any warrant of commitment after judgment, issued by the Municipal Court, may be executed in any judicial district of the Province by the sheriff, or by any bailiff of the district in which the person to be arrested happens to be, or by a constable or peace officer."

Warrant  
of com-  
mitment.

1929, c.  
95, a. 660,  
remp.

**16.** L'article 660 de ladite charte est remplacé par le suivant :

**16.** Section 660 of the said charter is replaced by the following :

1929, c.  
95, s. 660,  
replaced.

Endroit  
de l'em-  
prisonne-  
ment.

« **660.** Tout emprisonnement imposé par la Cour municipale ou un juge municipal en vertu de la présente charte, d'une autre loi ou d'un règlement, a lieu dans la prison commune du district où le mandat d'emprisonnement est exécuté. »

« **660.** Every imprisonment imposed by the Municipal Court or a municipal judge under this charter, any other act or a by-law shall be effected in the common gaol of the district where the warrant of imprisonment is executed. »

Imprison-  
ment in  
gaol.

S.R.,  
1925, c.  
131, a. 2,  
mod.

**17.** L'article 2 de la Loi concernant la création de commissions athlétiques dans les cités et les villes (Statuts refondus, 1925, chapitre 131) est modifié, pour la Commission athlétique de la Ville de Québec, en ajoutant l'alinéa suivant :

**17.** Section 2 of the Act respecting the creation of Athletic commissions in cities and towns (Revised Statutes, 1925, chapter 131) is amended for the Athletic Commission of the City of Québec by adding the following paragraph :

R.S.,  
1925, c.  
131, s. 2,  
am.

Statut  
corpora-  
tif.

« Elle constitue une corporation régie, *mutatis mutandis*, et sauf incompatibilité avec la présente loi, par la deuxième partie de la Loi des compagnies. Ses actes n'engagent pas la responsabilité de la corporation municipale. »

« It constitutes a corporation to which Part II of the Companies Act shall apply, *mutatis mutandis*, and except when inconsistent with the present act. The municipal corporation shall in no way be liable for its actions. »

Corpora-  
tion con-  
stituted.

S.R.,  
1925, c.  
131, a.  
13a, aj.

**18.** Ladite loi est modifiée pour ladite commission en insérant, après l'article 13, le suivant :

**18.** The said act is amended for the said commission by adding, after section 13, the following :

R.S.,  
1925, c.  
131, s. 13a,  
added.

Régle-  
menta-  
tion.

« **13a.** La commission a le pouvoir de faire des règlements :

« **13a.** The commission shall have the power to make by-laws :

By-laws  
of com-  
mission.

- a) concernant sa régie interne;
- b) concernant les conditions d'obtention et d'usage des permis mentionnés à l'article 14;
- c) concernant la préparation, l'organisation et la tenue des spectacles de boxe et de lutte où un prix d'admission est exigé;
- d) concernant tout ce qui peut faciliter l'application de la présente loi;
- e) pour prohiber les spectacles de boxe, de lutte ou de judo entre des athlètes du sexe féminin ou entre des athlètes de sexes différents ou entre un être humain et un animal. »

- (a) respecting its internal management;
- (b) respecting the conditions for the granting and the use of the permits mentioned in section 14;
- (c) respecting the preparation, organization and conduct of boxing or wrestling matches where an admission fee is charged;
- (d) respecting anything which may promote the application of this act;
- (e) to prohibit boxing, wrestling or judo exhibitions between athletes of the female sex or between athletes of different sexes or between a human being and an animal. »

S.R.,  
1925, c.  
131, a. 14,  
mod.

**19.** L'article 14 de ladite loi est modifié pour ladite commission en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant :

**19.** Section 14 of the said act is amended for the said commission by replacing the second paragraph by the following :

R.S.,  
1925, c.  
131, s. 14,  
am.

Pourcen-  
tage des  
recettes  
pour  
permis.

« Aux lieu et place des montants ci-dessus mentionnés, la commission est autorisée, à sa discrétion, à exiger pour chacun de ces permis cinq pour cent des recettes brutes, diminuées des taxes provinciales et municipales, provenant de la vente des billets et de la vente de droits de radio-diffusion ou de télédiffusion du spectacle. Elle est au surplus autorisée à retenir les sommes qu'elle a ainsi perçues. »

« Instead of the amounts hereinabove mentioned, the commission is authorized, at its discretion, to exact for each of such permits five per cent of the gross receipts, after deduction of provincial and municipal taxes, derived from the sale of tickets and of radio and television broadcasting rights for the exhibition. Moreover, it is authorized to retain the amounts which it has so collected. »

Percent-  
age of  
gross  
receipts.

S.R.,  
1925, c.  
131, a. 16,  
remp.

**20.** L'article 16 de ladite loi est remplacé pour ladite commission par le suivant:

Infraction et  
peine.

« **16.** Toute corporation, association, club ou personne qui offre en spectacle un combat de boxe ou une lutte, dans la Ville de Québec, et toute personne qui prend part à tel combat comme combattant, arbitre, gérant, entraîneur ou second, et qui ne se conforme pas aux conditions imposées par le permis aussi bien qu'à tout autre règlement de la commission, commet une infraction à la présente loi et est passible, sur poursuite en vertu de la Loi des poursuites sommaires, d'une amende n'excédant pas cinq cents dollars et des frais.

Emprisonnement.

À défaut de paiement de cette amende et des frais, le contrevenant ou, si ce contrevenant est une corporation, une association ou un club, le président ou le gérant est passible d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois.

Refus temporaire de permis.

Au lieu ou en sus du recours ci-dessus, dans tous ces cas de contraventions, la commission peut, par résolution signifiée par lettre enregistrée au contrevenant, décréter que, pour une période ne devant pas excéder une année, le permis prévu à l'article 14 sera refusé pour tout spectacle comportant la participation du contrevenant.

Infraction et  
peine.

Toute corporation, association, club ou personne qui offre en spectacle un combat de boxe ou une lutte dans la Ville de Québec, sans avoir au préalable obtenu un permis suivant les dispositions de la présente loi, et toute personne qui prend part à tel combat comme combattant, arbitre, gérant, entraîneur ou second, commet une infraction à la présente loi et est passible d'une amende n'excédant pas mille dollars et des frais, sans préjudice de l'ordonnance d'injonction que la commission peut demander conformément aux articles 751 et suivants du Code de procédure civile. »

Dispositions non applicables.

**21.** L'article 17 de la Loi instituant un Conseil provincial des sports (1939, chapitre 67; Statuts refondus, 1941, chapitre 253) ne s'applique pas à la Ville de Québec.

**20.** Section 16 of the said act is replaced for the said commission by the following:

R.S.,  
1925, c.  
131, s. 16,  
replaced.

“**16.** Every corporation, association, club or person who conducts a boxing or wrestling match in the City of Québec, and every person taking part in such match as a contestant, referee, manager, trainer or second, and who does not comply with the conditions imposed by the permit, as well as with any other by-law of the commission, shall be guilty of an offence under this act and shall be liable, upon suit brought under the Summary Convictions Act, to a fine of not more than five hundred dollars and costs.

Penalty for offence.

In default of payment of the fine and costs, the offender, or if such offender be a corporation, association or club, the president or the manager shall be liable to imprisonment for not more than two months.

Imprisonment.

Instead of or in addition to the hereinabove recourse, in all cases of such offence, the commission may by resolution served on the offender by registered letter, order that for a maximum period of one year, the permit contemplated in section 14 shall be refused for all exhibitions wherein the offender may take part.

Temporary refusal of permit.

Every corporation, association, club or person who conducts a boxing or wrestling match in the City of Québec without previously obtaining a permit under this act, and every person taking part in such match as a contestant, referee, manager, trainer or second, shall be guilty of an offence under this act and shall be liable to a fine of not more than one thousand dollars and costs, without prejudice to the order of injunction which the commission may request in accordance with articles 751 and following of the Code of Civil Procedure.”

Offence and penalty.

**21.** Section 17 of the Act to create a provincial sports council (1939, chapter 67; Revised Statutes, 1941, chapter 253) shall not apply to the City of Québec.

Provisions not to apply.



1949, c.  
72, a. 20,  
mod.

Approba-  
tion préa-  
lable.

1972, c.  
75, a. 39,  
remp.

Prêts pour  
relocali-  
sation  
d'indus-  
tries.

Annula-  
tion de  
charges,  
etc.

Idem.

Effet  
rétro-  
actif.

Entrée en  
vigueur.

**22.** L'article 20 du chapitre 72 des lois de 1949, remplacé par l'article 6 du chapitre 66 des lois de 1963 (1<sup>re</sup> session), est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

« L'exercice de tels pouvoirs est soumis à l'approbation préalable du ministre de l'industrie et du commerce. »

**23.** L'article 39 du chapitre 75 des lois de 1972 est remplacé par le suivant:

« **39.** Nonobstant toute disposition législative inconciliable, la ville peut, avec l'approbation du ministre de l'industrie et du commerce, consentir des prêts ou accorder des subventions pour relocaliser des industries à l'intérieur des limites de son territoire. À cette fin, elle peut utiliser le surplus de la vente des usines de Saint-Malo. »

**24.** Les charges, clauses, conditions, obligations et restrictions stipulées à l'acte de concession d'un terrain faisant aujourd'hui partie du lot 969 du cadastre de la cité de Québec (quartier Saint-Roch), intervenu le 14 octobre 1834 entre John Stewart, commissaire préposé à l'administration des biens des jésuites, et Joseph Signay, évêque de Québec, devant le notaire Archibald Campbell, sont annulées, notamment celle de construire une maison d'habitation sur ce terrain et d'y tenir feu et lieu de même que le droit de retrait préférentiel en faveur de la Couronne.

Les charges, clauses et conditions stipulées à l'acte de donation d'un terrain faisant aujourd'hui partie dudit lot, intervenu le 19 décembre 1839 entre Joseph Signay, évêque de Québec, et l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Roch de Québec, devant le notaire Antoine Archange Parent et insinué à Québec le 5 février 1841, sont annulées, notamment celle imposant l'utilisation de ce terrain comme place publique et celle y prohibant l'érection de tout édifice.

**25.** L'article 21 a effet à compter du 28 avril 1939.

**26.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

**22.** Section 20 of chapter 72 of the statutes of 1949, replaced by section 6 of chapter 66 of the statutes of 1963 (1st session), is amended by replacing the second paragraph by the following:

"The exercise of such powers is subject to prior approval by the Minister of Industry and Commerce."

**23.** Section 39 of chapter 75 of the statutes of 1972 is replaced by the following:

"**39.** Notwithstanding any inconsistent provision of law, the city may with the approval of the Minister of Industry and Commerce make loans or grant subsidies for relocating industries within the boundaries of its territory. For that purpose, it may use the surplus from the sale of the Saint-Malo plants."

**24.** Charges, clauses, conditions, obligations and reservations stipulated in the deed of a grant of land now forming part of lot 969 of the cadastre of the City of Québec (Saint-Roch ward), between John Stewart, Commissioner appointed to administer the Jesuits' Estate, and Joseph Signay, Bishop of Québec, made on the 14th of October 1834 before Archibald Campbell, notary, in particular that respecting the construction of a dwelling house upon such land and inhabitation therein and the right of the Crown to resume such land by retrait preferably, are annulled.

Charges, clauses and conditions stipulated in the deed of gift of land between Joseph Signay, Bishop of Québec and the Oeuvre et Fabrique of the parish of Saint-Roch of Québec, made on the 19th of December 1839 before Antoine Archange Parent and inscribed at Québec on the 5th of February 1841, in particular that compelling the use of one of these lands as a public place and that prohibiting the construction of buildings, are annulled.

**25.** Section 21 shall have effect as from April 28th, 1939.

**26.** This act shall come into force on the day of its sanction.

1949, c.  
72, s. 20,  
am.

Prior  
approval.

1972, c.  
75, s. 39,  
replaced.

Loans for  
relocating  
industries.

Charges,  
etc., an-  
nulled.

Idem.

Retro-  
active  
effect.

Coming  
into force.